



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 29/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée ( CABM)**

Quai Ouest - 39 bd de Verdun - CS30567  
34500 Béziers

Références : 2025-H2-090  
Code AIOT : 0006601565

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée ( CABM) implanté ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 Béziers. L'inspection a été annoncée le 29/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection, du 09 octobre 2025, a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle a consisté à vérifier la situation administrative du site, les mesures de prévention du risques incendie et les conditions d'admission des déchets.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Communauté d'Agglomération Béziers Méditerranée ( CABM)

- ZAE de Mercorent Route de Bédarieux 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006601565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La CABM dispose d'une installation de tri et de traitement de déchets non dangereux et d'une plate-forme de broyage de déchets verts sur le site, dénommé Valorbi, situé dans la ZAE de Mercorent Nord à Béziers.

Les déchets sont issus des déchetteries de la CABM, du Sictom de Pezenas-Agde, de la communauté de communes Sud-Hérault, de la communauté de communes en bitterois et de la communauté de communes du Grand Orb.

Les 2 principaux traitements opérés sur le site sont :

- le tri mécanique pour valoriser les matières (ferreux, non ferreux, plastiques, papier-cartons)
- le traitement biologique (fermentation + maturation) pour valoriser la fraction organique en compost ( environ 80 % des déchets entrants).

Les installations du site sont exploitées, sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°87-1-2419 du 3 août 1987. Les dispositions réglementaires applicables sont celles de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2010-I-3665 du 22 décembre 2010.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 22/12/2010, article 1.2.1	Mise en demeure, dépôt de dossier	12 mois
3	Moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 22/12/2010, article 7.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Admission des déchets	AP Complémentaire du 22/12/2010, article 2.1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention du risques incendie	AP Complémentaire du 22/12/2010, article 7.6.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des écarts de conformité aux prescriptions réglementaires applicables à l'exploitation du site, pour lesquels des mesures correctives ou des justificatifs doivent être apportés, il s'agit de :

- fournir les justificatifs de maintenance des 2 poteaux à incendie ;
- compléter les informations préalables annuelles prévues à l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 pré-cité, par les codes associés aux déchets, fixés par la liste répertoriée par l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- fournir les informations préalables relatives aux déchets issus du territoire du Sictom Pezenas Agde.

Concernant, la situation administrative du site eu égard aux volumes de traitement des déchets, les dépassements des quantités de déchets traités autorisées de 200 t/jour, sont à considérer comme une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. Dans ces conditions, un dossier de demande d'autorisation environnementale doit être déposé. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à monsieur le Préfet afin d'encadrer la régularisation de la situation administrative des installations.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 22/12/2010, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volume d'activité			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Les installations comprises dans l'établissement sont visées par la nomenclature des installations classées, sous les rubriques suivantes :			
Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité envisagée	Régime
<b>2780-2-a</b>	Installation de traitement aérobique par compostage de déchets non dangereux ou matière végétale brute,  1. Compostage de la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 tonnes par	Traitement aérobique par compostage d'ordures ménagères à hauteur de 200 tonnes par jour,	<b>A</b>

	égale à 20 tonnes par jour,		
<b>2782</b>	Installation mettant en œuvre d'autres traitements biologiques de déchets non dangereux que ceux mentionnés aux rubriques 2780 et 2781 à l'exclusion des installations réglementées au titre d'une autre législation,	Chaîne de tri mécanique des ordures ménagères, Stabilisation des déchets par bio-réacteur	<b>A</b>
<b>2780-1</b>	<p>Installation de traitement aérobic par compostage de déchets non dangereux ou matière végétale brute,</p> <p>1.compostage de matière végétale brute, effluents d'élevage, matière stercoraires ,</p> <p>b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 tonnes par jour et inférieure à 30 tonnes par jour,</p>	Traitement aérobic par compostage de déchets verts bruts à hauteur de x tonnes par jour,	<b>D</b>
<b>2260.2.b</b>	Broyage, concassage, criblage ,	Broyage et criblage de déchets verts,	<b>D</b>

	c r i b l a g e , déchi quetage , e n s a c h a g e , pulvérisation , trituration , granulation , nettoyage , tamisage , blutage , mélange , épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels ,  1. a u t r e s installations que celles visées au 1 : b) la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	de déchets verts , un broyeur de puissance électrique de 309 kw , un crible de puissance électrique de 100 kw , → p u i s s a n c e électrique totale de 409 kW	
--	--	--	--

### Constats :

Lors de la précédente inspection du 10 septembre 2024, des dépassements des quantités de déchets traités autorisées de 200 t/jour, avaient été constatés sur la période estivale. Le contrôle effectué le 09 octobre 2025, sur les quantités journalières de déchets traités, a confirmé ces dépassements, pour la période allant de janvier à août 2025, sur 83 jours (1j en janvier, 4j en février, 10j en mars, 13j en avril, 13j en mai, 11j en juin, 16j en juillet, 15j en août). Ce volume d'activité est supérieur à 275 t sur 41 jours de la période examinée, le maximum enregistré est de 394 t, le 15 juillet 2025.

Cette évolution d'activité est à considérer comme une modification substantielle des conditions d'exploitation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement. En effet, l'augmentation de la quantité de déchets traités est de plus de 75 t/j correspondants au seuil de la rubrique IED 3532 relative à l'activité de valorisation de déchets non dangereux. Il s'agit donc de l'augmentation d'une activité existante dépassant en elle-même un seuil IED, ce qui conduit à la nécessité de soumettre le projet à l'évaluation environnementale prévue à l'article R.122-2 du code de l'environnement.

En septembre 2024, la CABM avait évoqué une régularisation de la situation administrative du site

En septembre 2024, la CABM avait évoqué une régularisation de la situation administrative du site à l'occasion du dépôt du dossier de demande d'autorisation pour le projet de mise en œuvre d'une unité de valorisation énergétique (UVE) de combustibles solides de récupération au printemps 2025. Lors de la CSS du 23 septembre 2025, l'exploitant a annoncé que le dépôt de ce dossier est décalé à début 2027.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte-tenu de l'augmentation des quantités journalières de déchets traités, un dossier de demande d'autorisation environnementale doit être déposé. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à monsieur le Préfet pour encadrer la régularisation administrative des installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 12 mois

**N° 2 : Prévention du risques incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2010, article 7.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Exercice incendie

**Prescription contrôlée :**

Un exercice annuel d'intervention est réalisé à l'initiative de l'exploitant et en concertation avec les services d'incendie et de secours.

**Constats :**

Le dernier exercice incendie a été réalisé le 16 septembre 2025 avec les services d'incendie et de secours. Le rapport associé précise que le scénario mis en œuvre concerne un incendie au niveau de l'atelier de soudure en présence d'une bouteille de gaz et avec l'évacuation d'une victime.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Moyens de lutte incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2010, article 7.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

Les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques.

**Constats :**

Conformément à l'article 7.6.2 de l'arrêté du 22 décembre 2010, les moyens de lutte contre l'incendie du site sont les suivants :

- 2 poteaux à incendie,
- des robinets d'incendie armés répartis sur tout le site,

- des extincteurs (eau, poudre, CO<sub>2</sub>) répartis sur tout le site.

Les rapports de contrôle, réalisé par la société SERMI Incendie, des 06 et 07 septembre 2024 pour les RIA et des 06 et 21 septembre 2024 et 18 juin 2025 pour les extincteurs ont été consultés. Ces rapports n'appellent pas d'observation.

L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs de maintenance des poteaux à incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir les justificatifs de maintenance des 2 poteaux à incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 4 : Admission des déchets**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/12/2010, article 2.1.2.1

**Thème(s) :** Autre, Information préalable

**Prescription contrôlée :**

[...]

Avant d'admettre un déchet dans ses installations et en vue de vérifier son admissibilité selon la filière envisagée (tri, stabilisation ou compostage), l'exploitant doit demander au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'information préalable contient au moins les éléments suivants :

- source et origine du déchet ;
- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;
- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;
- code du déchet conformément à l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 ;
- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage.

L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires. [...]

**Constats :**

L'exploitant a fourni les documents suivants :

- le rapport de caractérisation des ordures ménagères collectées sur le territoire de la collectivité de Grand Orb de juin 2025 ;
- le rapport de caractérisation des ordures ménagères collectées sur le territoire de la communauté de commune Sud Hérault de décembre 2024 ;
- les tableaux de caractérisation des déchets issus du territoire de la CABM.



<p>Le code des déchets fixés par la liste référencée par l'article R. 541-7 du code de l'environnement, n'est pas renseigné dans ces différents documents.</p> <p>Les informations préalables relatives aux déchets issus du territoire du SICTOM Pezenas Agde n'a pas été transmis.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>A l'occasion du renouvellement annuel des informations préalables, les codes des déchets prévus par l'article R141-7 du code de l'environnement doivent être renseignés.</p> <p>L'exploitant doit également fournir les informations préalables relatives aux déchets issus du territoire du SICTOM Pezenas Agde.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>